



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

hôpitaux

Question écrite n° 85613

Texte de la question

M. Jean-Yves Le Bouillonec attire l'attention de Mme la ministre de la santé et des sports sur les inquiétudes exprimées par le personnel hospitalier du Val-de-Marne après la présentation du plan de restructuration de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). Actuellement, les effectifs de l'AP-HP représentent 87 000 emplois répartis sur l'ensemble des établissements franciliens. Avec six hôpitaux, le Val-de-Marne est le deuxième département de France pour la densité de ses équipements hospitaliers et à ce titre, il est particulièrement concerné par les restructurations en cours. Ces dernières années, il a déjà subi la fermeture des services d'urgence, de centres d'IVG, de maternité et de pédiatrie. Lors de la séance des questions orales sans débat du 24 juin dernier, Mme la Ministre s'est engagée à prendre en compte la spécificité de chaque établissement dans le cadre de la réforme de l'AP/HP, afin de maintenir une offre de soin identique. Cette réponse n'a pas répondu aux attentes des professionnels notamment ceux du pôle cardiovasculaire du CHU Henri-Mondor de Créteil, qui constitue un pôle de renommée internationale. Les professionnels sont particulièrement inquiets des restructurations en cours, notamment en l'absence de concertation approfondie. A cet égard, il souhaite avoir ses précisions sur les restructurations opérées au sein de l'AP/HP et lui demande d'ouvrir un dialogue approfondi avec l'ensemble des professionnels concernés.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Yves Le Bouillonec](#)

Circonscription : Val-de-Marne (11^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 85613

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : Santé et sports

Ministère attributaire : Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 août 2010, page 8477

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)